

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 21 mars 2023**  
(Convocation du 16 mars 2023)

Aujourd'hui, le 21 mars 2023 à 14h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de Mme Céline Salles, Vice-Présidente

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	8
• Voix	8
<b>Présents</b>	
• Nombre	5
• Voix	5
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>		
Pour		
• Nombre	5	
• Voix	5	
Contre		
• Nombre	0	
• Voix	0	
Abstention		
• Nombre	0	
• Voix	0	

Étaient présents :

Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan

Étaient excusés :

Mme Dominique Degos, M. Thierry Carrère, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : M. Charles Pelanne, Vice-Président

Rapporteur : Mme Céline Salles, Vice-Présidente



**OBJET : Conventions - Risques fluviaux - GEMAPI - Convention de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI à intervenir avec la communauté de communes Chalosse Tursan**

**Exposé des motifs :**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la communauté de communes Chalosse Tursan (CCCT) est compétente en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) sur son territoire. Si les compétences relatives à la gestion des milieux aquatiques ont été principalement transférées à des syndicats de bassin versant (syndicat Adour Midouze, syndicat du Gabas, Louts et Bahus, syndicat du bassin versant des Luys), la communauté de communes a souhaité conserver l'item relatif à la défense contre les inondations (item 5) afin d'en maîtriser les différents paramètres.

Afin d'appréhender de manière globale les problématiques d'inondation, de mutualiser les compétences, de mettre en œuvre les choix politiques et financiers relatifs à l'inondation et de rechercher une économie d'échelle, la CCCT souhaite déléguer une partie de cette compétence GEMAPI à l'Institution Adour sur le bassin versant du Louts.

À travers cette convention, la CCCT souhaite confier à l'EPTB l'élaboration d'un dossier de classement du système d'endiguement du quartier de Venise à Hagetmau ainsi que la maîtrise d'ouvrage des travaux de confortement de cet ouvrage.

Vu les articles L.1111-8 et R.1111-1 du code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts en vigueur de la communauté de communes Chalosse Tursan,

Considérant la première convention de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI établie entre la communauté de communes Chalosse Tursan et l'Institution Adour signée le 24 janvier 2018 et échue au 31 décembre 2021,

Considérant le projet de convention de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI à intervenir entre la communauté de communes Chalosse Tursan et l'Institution Adour tel que proposé,

**LE BUREAU**

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

**DECIDE**

**Article 1**

- d'approuver les termes de la convention de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI avec la communauté de communes Chalosse Tursan, telle qu'annexée,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

**Article 2**

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 21 mars 2023 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques

Communauté de communes  
**Chalosse Tursan**

**Délégation d'une partie de la compétence GEMAPI au  
titre des articles L.1111-8 et R.1111-1 du code général  
des collectivités territoriales**

**Entre :**

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement territorial du bassin de l'Adour, domiciliée 38 rue Victor Hugo 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° 2023\_B\_xx en date du 21 mars 2023,

ci-après dénommée : l'EPTB

**Et :**

La communauté de communes Chalosse Tursan, domiciliée Immeuble Les Violettes - 1 rue Bellocq - 40500 Saint-Sever, représentée par sa Présidente, Pascale REQUENNA, dûment autorisée à signer la présente convention par délibération n° xxxx en date du xxxxxxxx,

ci-après dénommée : la CCCT

Vu la loi n° 2010-15-63 du 16 décembre 2010 portant réforme des collectivités territoriales, et notamment son article 73,

Vu la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1111-8 et R.1111-1 ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.211-7 et L.213-12,

Vu le décret n° 2015-1038 du 20 août 2015 relatif aux établissements publics territoriaux de bassin et aux établissements publics d'aménagement et de gestion de l'eau,

Vu le décret n° 2015-526 du 12 mai 2015 relatif aux règles applicables aux ouvrages construits ou aménagés en vue de prévenir les inondations et aux règles de sûreté des ouvrages hydrauliques,

Vu le décret n° 2019-895 du 28 août 2019 portant diverses dispositions d'adaptation des règles relatives aux ouvrages de prévention des inondations

Vu l'arrêté interpréfectoral PR/DAECL/2016/n° 790 en date du 29 décembre 2016 portant transformation de l'entente interdépartementale « Institution Adour » en syndicat mixte ouvert,

Vu l'arrêté interpréfectoral PR/DCPPAT/2022/n° 688 en date du 15 décembre 2022 portant adhésion au syndicat mixte « Institution Adour »,

Vu les statuts en vigueur de l'Institution Adour, et notamment l'article 10.1 des statuts portant sur les modalités inhérentes à la délégation de compétence,

Vu les statuts en vigueur de la communauté de communes Chalosse Tursan,

Vu la délibération n° 2023\_B\_xx en date du 21 mars 2023 de l'Institution Adour relative à l'approbation des termes de la présente convention,

Vu la délibération n° xxxxxxxx en date du xxxxxxxx de la communauté de communes Chalosse Tursan relative à l'approbation des termes de la présente convention.

## IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUE SUIIT

L'EPTB, syndicat mixte ouvert constitué sur le bassin de l'Adour de Départements, Région, établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI-FP) et de syndicats mixtes de bassin-versant, conduit depuis plusieurs années des démarches d'aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique (item 1° de l'article L.211-7 du code de l'environnement) et de protection contre les inondations (item 5° de l'article L.211-7 du code de l'environnement) sur son périmètre de compétence :

- restauration de champs d'expansion de crues,
- restauration de l'espace de mobilité des cours d'eau,
- réalisation d'aménagements hydrauliques,
- création et gestion de systèmes d'endiguement.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la CCCT est compétente en matière de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI) sur son territoire. Afin d'appréhender de manière globale les problématiques d'inondation, de mutualiser les compétences, de mettre en œuvre les politiques relatives à l'inondation et de rechercher une économie d'échelle, la CCCT souhaite déléguer une partie de la compétence GEMAPI à l'Institution Adour sur le bassin versant de l'Adour moyen et du Louts selon les modalités décrites dans la présente convention.

## IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIIT

### Article 1. Compétence déléguée

La CCCT, en tant qu'EPCI-FP délégant, délègue à l'EPTB, collectivité délégataire, les actions suivantes relevant de la compétence GEMAPI (item 5°) :

Mission	Objet	Actions déléguées à l'EPTB
Protection contre les inondations (5°)	Gestion des systèmes d'endiguement	Établissement du dossier de classement du système d'endiguement du quartier de Venise à Hagetmau pour un niveau de protection vingtenal
		Réalisation des travaux de confortement du système d'endiguement du quartier de Venise à Hagetmau permettant l'attente d'un niveau de protection à Q20

### Article 2. Durée

La présente convention prend effet du 1<sup>er</sup> janvier 2022 et a une durée de 5 ans soit jusqu'au 31 décembre 2026.

### Article 3. Conditions de renouvellement

La présente convention de délégation pourra être renouvelée après avis des assemblées délibérantes des parties, à l'initiative de l'une ou l'autre des deux parties et en fonction de l'atteinte des objectifs

### Article 4. Objectifs à atteindre et indicateurs de suivi/réalisation

L'EPTB devra nécessairement atteindre les objectifs ci-dessous et fournir les indicateurs suivants :

ACTIONS DELEGUEES A L'EPTB	OBJECTIFS	INDICATEURS
Établissement du dossier de classement du système d'endiguement du quartier de Venise à Hagetmau pour un niveau de protection vingtennal	Élaboration du dossier réglementaire	Obtention de l'arrêté préfectoral
Réalisation des travaux de confortement du système d'endiguement du quartier de Venise à Hagetmau permettant l'attente d'un niveau de protection à Q20	Confortement de l'ouvrage	Taux de réalisation

## Article 5. Dispositif de contrôle de la délégation

L'EPTB devra tout mettre en œuvre pour permettre à la CCCT d'exercer les contrôles, notamment financiers et organisationnels, requis pour évaluer la réalisation correcte de la délégation de compétence mentionnée ci-dessus.

À cet égard, il devra tenir à la disposition des agents mandatés par la CCCT tous les documents comptables afférents à la délégation de compétence, ainsi que toutes les notes, tous les courriers, comptes rendus, contrats et tous autres documents qui concernent l'exercice de cette compétence.

Il devra permettre l'accès aux contrôles sur pièces et sur place.

Sur le plan technique, dans les cas de procédure de commande publique, le DCE réalisé pour la consultation de prestataires sera validé par la CCCT qui participera également à l'analyse des offres.

Des réunions régulières entre la CCCT et l'EPTB, permettant de réaliser des points d'étape pour l'exécution de la présente convention et pour la préparation et le suivi de l'étude, auront lieu à minima selon la fréquence suivante et en supplément en tant que de besoin à l'initiative de l'une ou l'autre des deux parties :

NATURE DE REUNION	PARTICIPANTS	FREQUENCE
Technique opérationnelle	Personnels des deux structures	2 fois par an
Technique stratégique	Directeurs des services techniques des deux structures Chargés de mission des deux structures	1 fois par an
Politique	Élus des deux structures	1 fois par an

## Article 6. Cadre financier de la délégation

L'EPTB et la CCCT décident d'un commun accord que les sommes correspondantes aux participations attendues (indiquée en annexe 3) seront versées en fonction de l'avancement des missions déléguées et sur production de décomptes, et actualisées au regard des modifications éventuelles (coûts définitifs après consultation, actualisation des plans de financement, événements particuliers) pour l'ensemble des opérations telles que détaillées en annexe 3. L'accord de la CCCT devra être demandé avant l'engagement de crédits, de manière à s'assurer de la bonne inscription au budget des crédits nécessaires.

## Article 7. Cadre comptable de la délégation

La comptabilité des opérations de la présente délégation de compétence fera l'objet d'une identification particulière dans le cadre d'un suivi analytique du budget de l'EPTB.

Les opérations relatives aux travaux de recul et /ou confortement des ouvrages de protection contre les inondations seront enregistrées comme opérations sous mandat au compte 458 de la collectivité délégataire. Les numéros des opérations sous mandats sont précisés dans l'annexe 3 de la présente convention.

## Article 8. Moyens de fonctionnement mis à disposition

La CCCT mettra les moyens matériels suivants à disposition de l'EPTB pour l'exercice de cette compétence déléguée :

- Salles de réunion,
- Documents et données nécessaires à la réalisation des études,
- Informations relatives à la maîtrise foncière de l'ouvrage ainsi qu'à son entretien
- ...

## Article 9. Résiliation anticipée

La présente convention peut être résiliée avant son terme par un commun accord des deux parties qui donnera lieu à un avenant réglant les conditions de cette résiliation.

La CCCT, en tant qu'EPCI-FP délégant, peut mettre fin au contrat avant son terme normal pour des motifs d'intérêt général.

La décision de résiliation ne peut prendre effet qu'après un délai minimum de 6 mois à compter de la date de notification, adressée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception au lieu du siège de l'EPTB, collectivité délégataire.

L'évaluation des éventuels préjudices financiers sera effectuée à l'amiable ou à dire d'expert.

La convention sera résiliée de fait en cas de transfert de la CCCT à l'EPTB des missions déléguées.

## Article 10. Conciliation - Résolution des litiges

Les parties cosignataires de la présente convention conviennent que les litiges qui résulteraient de l'application de la présente convention feront l'objet d'une tentative de conciliations par une commission composée de trois experts : le premier est désigné par le délégant, le deuxième par le délégataire et le troisième par les deux premiers experts.

En cas d'échec de la tentative de conciliation, la juridiction compétente sera éventuellement saisie à l'initiative de la partie la plus diligente.

## Article 11. Modifications

Les modifications à la présente convention feront l'objet d'un avenant.

Fait à Mont-de-Marsan, le

Fait à Saint-Sever, le

**Paul CARRERE**  
Président de l'Institution Adour

**Pascale REQUENNA**  
Présidente de la communauté de communes  
Chalosse Tursan

Liste des pièces jointes :

- Annexe 1 : délibération n°2023\_B\_xx de l'Institution Adour en date du 21 mars 2023
- Annexe 2 : délibération n°xxxxxxx de la communauté de communes Chalosse Tursan en date du xxxxxxxx
- Annexe 3 : liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'EPTB dans le cadre de la délégation de compétence.





## Liste et plans de financements prévisionnels afférents des actions à conduire par l'EPTB dans le cadre de la délégation de compétence

ACTIONS DELEGUEES A L'INSTITUTION ADOUR	COUT PREVISIONNEL	PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL	PARTICIPATION PREVISIONNELLE DE LA CCCT
Établissement du dossier de classement du système d'endiguement du quartier de Venise à Hagetmau pour un niveau de protection vingtenal - <b>opération sous mandat n°010</b>	15 000 € HT	75 % CCCT (+TVA) 25 % Dpt40	14 250 €
Réalisation des travaux de confortement du système d'endiguement du quartier de Venise à Hagetmau permettant l'attente d'un niveau de protection à Q20 - <b>opération sous mandat n°010</b>	350 000 € HT	70 % CCCT (+TVA) 30 % Dpt40	315 000 €
<b>TOTAL</b>		-	<b>329 250 €</b>

